

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 31 - VENDREDI 10 AVRIL 2009

LE MERLE MOQUEUR

Après le rejet de la loi Hadopi dans des conditions « moliéresques » (des députés cachés derrière un rideau), il est peut-être temps de rappeler aux députés, de la majorité ou non, qu'ils ne sont pas les représentants de l'exécutif, mais du peuple. Or celui-ci rejette majoritairement une loi liberticide qui permettrait à une vague police de couper Internet pour de vagues motifs. Ajoutons que la Commission européenne elle-même s'y oppose. La France serait-elle une zone de non-droit, hormis le sacro-saint droit d'auteur, ici volontiers confondu avec le droit des producteurs ?

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

- [Politique : quelles formes, quels sens ?](#)
- [De Bologne à la LRU](#)
- [Guyane en direct](#)
- [A chanter en manif](#)

La violence s'invite

La violence s'invite sur la scène sociale. Le week-end dernier à Strasbourg, les militants anti-Otan étaient agressés par la police tandis que les black-blocs manifestaient violemment leur désaccord avec la structure néo-impérialiste.

Plusieurs fois par semaine, des ouvriers, des salariés, des cadres bloquent leurs patrons, les « prennent en otage » pour obtenir le minimum décent face aux licenciements. La population n'approuve pas toujours mais comprend. Une vidéo largement relayée sur Internet nous apprend que l'homme mort lors des manifestations anti-G20 était un passant ordinaire, agressé sans raison par un policier...

On n'oubliera pas les relations structurellement tendues entre les policiers et la jeunesse des quartiers populaires. On mentionnera également la pression policière contre les sans-papiers et leurs soutiens. Plus généralement, le Monde révélait récemment qu'un résident sur 100 avait été, dans l'année 2008, placé en garde à vue : près de 580 000. Ça commence à faire !

Il y a là une suite de faits dans des registres différents qui mettent en lumière une radicalisation des luttes et de la réaction de l'Etat, des Etats.

Que faut-il en penser ? Faut-il accompagner les lutteurs, dénoncer l'Etat policier, vitupérer les provocateurs ?

Sans doute faut-il commencer par avoir une pensée de ces phénomènes. Ils traduisent l'extrême violence vécue par les victimes d'une société de ségrégation, d'exploitation. La violence est redoutée par tous : elle explique la compréhension dont bénéficient les salariés.

Ils traduisent aussi une transformation inquiétante de l'Etat. Deux rapports ont été rendus publics cette semaine – celui d'Amnesty international et le rapport de Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux privatifs de liberté. Ces deux rapports mettent en évidence qu'au nom de la lutte antiterroriste, on compromet gravement les libertés individuelles et publiques. Depuis le 11 septembre 2001, dans le monde occidental, une inflexion très grave a été donnée aux politiques étatiques : leur tour autoritaire est le pendant des dérégulations, de la remise en cause des droits sociaux. Le contrôle généralisé de nos vies, de nos ordinateurs, organisé par la loi Hadopi est la condition des régressions en tout genre.

La gauche ne peut laisser faire sans réagir. La défense des libertés est une des dimensions de la lutte contre le libéralisme et le pouvoir glacé de l'argent.

● EMILIE BRISSAUD

AUX AMATEURS DE CERISES

La semaine dernière un incident technique a empêché la sortie de votre hebdo on-line préféré. Vous avez double ration cette semaine.

Le monde universitaire conduit actuellement le plus long mouvement de grève et de protestation de son histoire. Depuis le 2 février, à l'appel des syndicats et des collectifs dont Sauvons l'Université, et Sauvons la recherche, la grève mobilise des pans très larges des enseignants chercheurs. Le blog de Sylvestre Huet (1) est devenu un carrefour d'informations et d'analyses sur le mouvement. Entretien avec le journaliste de « Libération » sur une mobilisation exceptionnelle.

La loi LRU sur l'autonomie des universités a été votée pendant l'été 2007. Et c'est aujourd'hui que le monde universitaire se mobilise. Expliquez-nous ce décalage...

C'est vrai que l'abrogation de la loi LRU est devenue une revendication du mouvement en cours. Mais ce n'est pas ainsi que les choses ont démarré. La mobilisation ne s'est pas faite d'emblée sur la loi LRU. Tout est parti des projets de réforme du statut des enseignants-chercheurs et de la formation et du recrutement des futurs enseignants du primaire et du secondaire (lire encadrés). Mis en mouvement sur ces deux revendications, ainsi que contre les suppressions de postes du budget 2009 et contre la réforme du système de recherche qui met en péril les moyens et la relative autonomie des organismes de recherche (Cnrs, Inserm) vis-à-vis du politique, de nombreux universitaires ont ensuite porté la revendication d'abrogation de la loi LRU.

Pour les universitaires, la loi LRU et les décrets sur le statut des enseignants-chercheurs sont donc deux questions liées ?

Les universitaires ne sont pas idiots : ils savent que le changement de statut des enseignants-chercheurs découle de la loi LRU. Le lien entre les deux réformes n'est pas contesté. La ministre elle-même présente cette réforme comme le

deuxième étage de la fusée LRU. L'idée était de donner la totalité de la gestion des carrières (embauches et promotions, primes accentuées, horaires d'enseignement obligatoires...) au niveau local, c'est-à-dire à la présidence des universités, puisque les comités de sélections et de promotions n'étaient plus représentatifs des collectivités d'universitaires, mais entièrement nommées par le président. Par leur lutte, les universitaires ont obtenu de conserver une part du système actuel, puisque la moitié des promotions resteront accordées par le Conseil national des universités. D'autre part, la question centrale est le lien mécanique entre un statut permettant de moduler le service d'enseignement obligatoire et le nombre de postes. Si l'on crée des postes d'universitaires, cette modulation

permet d'alléger ce service, en particulier pour les jeunes maîtres de conférence, afin de favoriser la recherche. Si on en supprime, si on n'embauche pas en prévoyant d'améliorer l'encadrement en premier cycle, cela signifie que l'on va augmenter en moyenne les heures de cours par enseignants. C'était le projet gouvernemental.

Est-ce que l'autonomie des universités est une réforme partagée ?

L'autonomie suppose une autonomie de moyens. Or, ces moyens restent largement attribués par l'Etat selon des critères d'attribution décidés par l'Etat. La vérité de la loi LRU est moins l'autonomie que la mise en concurrence des universités. Sur le fond, le gouvernement est convaincu que la mise en concu- ●●●

LE RECRUTEMENT DES PROFS – OU LA MASTERISATION

Un des débouchés essentiel des étudiants reste l'enseignement dans le secondaire. La masterisation modifie les règles d'accès au métier de profs. Aujourd'hui le difficile concours du Capes est ouvert au détenteur d'une licence (bac + 3). Il faut un an de préparation pour obtenir le concours et un an de stage pratique avant d'être nommé prof.

La réforme vise à recruter à bac + 5 les enseignants. Sur le papier, cela ressemble à une élévation du niveau de recrutement des profs. En fait, cela s'accompagne de la suppression de l'année de stage (rémunérée) tandis que le niveau de recrutement est, dans ses exigences, abaissé. Les universitaires qui préparent les concours ont été estomaqués et offensés de voir la faiblesse du programme de ce qui était jusqu'alors un difficile concours (le Capes). En outre, il faut savoir qu'aujourd'hui, plus de 60 % des lauréats du Capes sont déjà titulaires d'au moins une ancienne maîtrise (soit le M1 actuel).

●●●rence permettra de faire mieux fonctionner le système. La concurrence fera les arbitrages entre les bonnes et les mauvaises universités ; les moins bonnes percevront moins de moyens. L'autonomie est en fait un abandon de la responsabilité de service public sur l'ensemble du territoire. La vision stratégique du gouvernement est celle de constitution de pôles d'excellence sur lesquels l'Etat veut concentrer les moyens. Les autres pôles universitaires formeront les cadres moyens, dispensant un enseignement de licence avec des moyens réduits, sans moyens de recherche. C'est une vision malthusienne, mais rationnelle. Le gouvernement n'est pas méchant ; il est cohérent. Il entend concentrer les moyens sur quelques lieux universitaires nécessaires à l'économie du pays et à sa compétitivité, en se détournant des besoins massifs en formation culturelle, scientifique.

Concrètement on s'oriente vers la séparation des lieux préparant à la licence de ceux qui conduisent au master et au doctorat. Dans cette hypothèse, il est alors vrai que cet enseignement peut être assuré par des enseignants qui ne sont pas chercheurs. Ils assureraient 250 à 300 heures de cours contre les 192 ac-

tuels. Le discours sur l'autonomie sert surtout à masquer cette politique.

Le gouvernement s'est souvent référé aux avantages de l'autonomie des universités américaines...

La vérité du modèle américain, c'est celui de la dichotomie entre les grandes universités de recherche et les « collèges » qui s'apparentent davantage à une extension du lycée. Ce qu'il faut absolument savoir, c'est que les grandes universités de recherche sont minoritaires en terme de nombre d'étudiants. Toute comparaison avec le système français doit se faire sur l'ensemble de l'enseignement supérieur, pas seulement avec ces universités prestigieuses et bien dotées. En outre, tout le fonctionnement interne, la répartition du pouvoir de promotion, d'embauche, etc., n'a rien à voir avec le modèle LRU. Après avoir porté une classe d'âge au bac, on porte une classe d'âge à la licence. Sans interroger les questions posées d'ores et déjà par la massification du lycée et du premier cycle universitaire.

Il est vrai que le système ne peut rester en l'état, avec un échec massif des étudiants, une sélection sociale jamais attaquée. Ce qui manque au mouvement c'est un projet alternatif. Car tout

le monde sait que le statut quo n'est pas possible. Mais le seul projet global est celui de Péresse-Darcos.

Sauvons la Recherche avait pourtant fait des avancées lors des Etats généraux de 2004. Quelles sont les raisons de ce manque ?

Je crois que cela tient beaucoup à la faiblesse syndicale. Sauvons la Recherche a marqué des points en 2004. Mais cela s'est un peu assoupi depuis... Il faut une structure davantage pérenne pour assumer un tel effort. Il y a aussi des difficultés internes à la FSU. La masterisation qui heurte tellement les universitaires était en son principe une revendication du Snes qui en espérait une valorisation des salaires et une meilleure formation. L'ennui, c'est que la mastérisation version Darcos, c'était un tour de passe-passe pour économiser plus de 10 000 postes en supprimant l'année de formation pratique rémunérée. Et une déqualification liée à l'abaissement du niveau du concours, en cohérence avec la vision que l'UMP a de l'enseignement secondaire. Un compromis a finalement été trouvé au sein de la FSU. Celui de demander une autre réforme. Mais il faut regretter l'incapacité à opposer au projet Darcos un contre-projet de formation des enseignants.

LA RÉFORME DU STATUT

En théorie, l'enseignement universitaire est assuré par des enseignants qui conduisent parallèlement des recherches. C'est une différence forte avec par exemple le système américain qui distingue les prestigieuses et élitistes universités de recherche et les « collèges » pour le plus grand nombre.

Avec la massification de l'enseignement supérieur, on peut se poser la question de la pertinence de modèle français actuel. Un certain consensus existe pour le faire évoluer.

Dès 2004, lors des Etats généraux de Sauvons la recherche, une proposition avait été formulée : les 5 premières années de recrutement, l'enseignant-chercheur voit son service d'heures de cours allégé de moitié afin de lui permettre d'effectivement conduire une recherche (96 heures de cours au lieu des 192 aujourd'hui uniformément imposées à tous). Au bout de 5 ans une évaluation de sa recherche permet de décider de la poursuite dans une voie de recherche ou d'un service d'enseignement plus lourd.

Le ministère a lui aussi décidé la modulation du service de cours. Un accord avec le ministère aurait pu se trouver sur ces bases... nonobstant les réductions de postes. La proposition de Sauvons la recherche visait à intensifier l'effort de recherche, celles du ministère à augmenter les heures de cours par enseignant.

Deuxième point d'achoppement, celui du recrutement et des décisions de carrière. La loi augmente considérablement le pouvoir décisionnel du seul président de l'Université au détriment des pairs. Sur ce point, le gouvernement a déjà dû reculer : la moitié des promotions relèvera toujours d'un collège scientifique national.

Revenons au mouvement lui-même, en novembre, lors de la publication des décrets...

A la publication des projets de décrets, les syndicats et les collectifs ont mis en garde le gouvernement. Devant son intransigeance, dès fin décembre, il fut décidé de proposer aux universitaires une grève illimitée à partir du 2 février. Une telle décision est une première à l'université. Le gouvernement a sous-estimé la colère des universitaires. Valérie Péresse a cru lire une inquiétude du monde universitaire face aux réformes. Elle se trompait. Les universitaires étaient ulcérés. Ils avaient l'impression qu'on leur crachait à la figure. Une génération en particulier s'est sentie insultée, celle qui a 35-45 ans, qui a passé une très dure sélection avant d'accéder au poste de maître de conférence. Ces « jeunes » enseignants-chercheurs n'ont pas supporté de se voir rabaisser, de risquer de perdre les possibilités de faire de la recherche. Ils ont beaucoup sacrifié pour arriver à cette place de maître de confé- ●●●

●●● rence et notamment leur revenu : ils sont recrutés à 1 700 euros par mois. Là c'était trop. La révolte avait une base très professionnelle. Elle balaya les préventions politiques, les différences entre disciplines et a réuni, on le voit à Paris-1 ou Paris-4, une bonne part des meilleurs universitaires, selon les critères de leur discipline... ou même du gouvernement. L'appel lancé par plus de 200 membres de l'Institut Universitaire de France, ou les protestations des directeurs de laboratoires d'astrophysique ou de physique nucléaire et des particules, montre que des piliers du système de recherche s'opposent à cette politique.

Le discours de Nicolas Sarkozy (*lire encadré*) le 22 janvier a vraiment mis de l'huile sur le feu. Ce fut un détonateur au moment où les universitaires étaient en train de débattre de la proposition de faire grève à partir du 2 février. Pour la première fois, en assemblée générale, les universitaires votèrent la grève sans

DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY, 22 JANVIER 2009, À L'OCCASION DU LANCEMENT DE LA RÉFLEXION POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

Franchement, la recherche sans évaluation, cela pose un problème. D'ailleurs toute activité sans évaluation pose un problème. C'est le Conseil National des Universités, organe indépendant des universités, qui conduira cette évaluation. Ecoutez, c'est consternant mais ce sera la première fois qu'une telle évaluation sera conduite dans nos universités, la première. En 2009. Franchement, on est un grand pays moderne, c'est la première fois. Inutile de dire que je soutiens totalement l'action de Valérie Pécresse. Dans leur immense majorité les enseignants chercheurs apportent leurs compétences avec un dévouement admirable à nos universités. Ils n'ont rien à redouter de cette réforme. Elle est faite pour les encourager, pas pour les décourager. Moi, je vois dans l'évaluation, la récompense de la performance. S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de performance.

limite ! L'opposition est allée jusqu'à des milieux que personne ne classe à gauche (comme le syndicat Autonome Sup) et a concerné des catégories qui traditionnellement ne participent pas à ce type de mouvement. On a vu les juristes prendre part au mouvement au même titre que les historiens. Olivier Beaud, professeur à Assas, très écouté par ses collègues, a produit une analyse sévère, fondée en droit, des réformes dénonçant la mise en cause de l'indépendance des universitaires. Son analyse fut décisive. Le collectif Qualité de la science française (QSF), collectif aux conceptions élitistes, a fait une analyse virulente contre le projet de statut et la mastérisation. Le seul syndicat à avoir soutenu le projet fut le Sgen Cfdt.

Arrive donc le 2 février, début du mouvement de grève...

Là tout le monde s'est trompé. Le gouvernement a sous-estimé la colère des universitaires, ces derniers ont sous-estimé sa volonté de ne pas céder. Du coup, alors que tout le monde pensait être parti pour un Blitzkrieg de 15 jours, on y est encore deux mois après. Le gouvernement craignait la mise en mouvement des étudiants, et un syndrome Malik Ousseki (1986). L'inquiétude de voir les étudiants se mettre en mouvement dépassait d'ailleurs la seule question de l'université. En période de contestation sociale, il est clair que la dynamique étudiante épaulerait le monde salarié... Mais si l'on a pu compter des milliers d'étudiants dans les manifestations, cela n'est pas allé au-delà.

Pourquoi les étudiants n'ont pas bougé ?

C'est excessif de dire cela. Ils se sont un peu mobilisés. Mais ils l'ont fait essentiellement sur la base d'un soutien aux profs. Ce n'est pas suffisant pour construire un mouvement large et durable. L'Unef a cherché à faire sortir les étudiants. Sans grand succès. Il est d'ailleurs à noter que ce ne sont pas les AG organisées par l'Unef ou d'autres militants politiques qui ont le plus mobilisé. Tout ceci a donné un caractère bon enfant au mouvement. Il est évident que les forces de l'ordre avaient des consignes de calme et de

retenue. Le gouvernement ne voulait surtout pas de l'engrenage répression/mobilisation... parfois recherché par des militants.

Vous dites que tout le monde s'est trompé... Pourquoi les universitaires se sont-ils trompés ?

Ils ont sous-estimé la détermination du gouvernement. Ils pensaient gagner en 15 jours. Ils ont pu s'illusionner sur les intentions du gouvernement. Le volontarisme affiché de Sarkozy en faveur de la recherche avait même nourri quelques espérances. De fait de l'argent pour les bâtiments universitaires (le plan campus financé par les actions EDF) et pour la recherche privée a été débloqué (des sommes considérables avec le crédit impôt Recherche !). Le choix d'un directeur de cabinet qui s'était engagé pour Ségolène Royal par Valérie Pécresse a aggravé la confusion...

Le mouvement n'a certes pas bénéficié du calendrier social. Il n'a pas l'écho qu'il mérite au regard de son exceptionnalité. Il est recouvert par la crise générale. Mais ce n'est pas la principale raison de la résistance du pouvoir. Cette réforme est centrale dans le dispositif de Sarkozy. Pour des raisons idéologiques et de convictions profondes. La rupture passe aussi par une rupture dans l'université et la recherche, tant pour des raisons idéologiques que pour son projet économique.

● **PAR CATHERINE TRICOT**

(1) <http://sciences.blogs.liberation.fr/> Le blog a enregistré plus de 1,7 million de pages vues en 2 mois et demi. Avec des pointes de fréquentation de plus de 58 000 visiteurs par jour.

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant
Avec la collaboration de Marie Agnès
Combesque

Le 29 mars, la Fédération réunie à Saint-Denis prenait position sur les élections européennes. Cette position, ici rappelait, suscitait un débat sur la liste débat des communistes unitaires. Voici 3 interventions.

Mail de Jean Brafmann à François Labroille

François,
Chaque situation appelle une analyse et un positionnement singuliers.

Sans m'étendre plus avant car j'aurai l'occasion de le faire sans restriction aucune ni « langue de bois », pour moi la position de la Fédération est en adéquation avec ce que je pense : l'unité qui se manifeste au plan du mouvement social, la montée des exigences et des revendications à partir de fondamentaux progressistes à nouveau largement majoritaires impliquent que les prolongements politiques soient aussi unitaires.

Avec des responsabilités partagées sur lesquelles je ne veux pas prioritairement revenir, l'ensemble des forces de la gauche de gauche part divisée mais le score de l'ensemble me préoccupe particulièrement comme événement politique. Ce serait mieux unis – je suis attaché jusqu'au bout à cette perspective – et avec des élu-e-s relais au Parlement européen. Il y en aura peu si la division persiste, alors que c'est aussi un atout.

Donc positionnement de ma part pour l'union jusqu'au dépôt des listes et ensuite appel à voter absolument et pour au moins une des listes de la gauche de gauche, quelle que soit la responsabilité de chacune dans la division, mais c'est pour moi, à ce stade, secondaire vis-à-vis du rapport de forces politique à établir face à la droite – toutes les droites, même celles qui avancent masquées – et aux soutiens peu ou prou de l'Europe libérale.

Donc pas d'abstention.

Ce sera ma bataille générale, ce qui ne préjuge pas d'un choix qui restera personnel.

Réponse de François Labroille

Jean,

Sur des préoccupations voisines, voici un autre choix, celui de mon collectif du 18e à Paris, qui est sans naïveté sur le contexte mais qui ne se contente pas du renvoi dos à dos un peu incantatoire de tous les acteurs de cette affaire. Nous savons parfaitement tous les deux ce qu'il en est de la stratégie de la direction du NPA et je ne vois pas pourquoi il faudrait s'abstenir de dire que le renoncement du NPA à prolonger le rassemblement de la gauche du NON de 2005 est à contresens d'une perspective de succès de la gauche antilibérale..

Nous nous engageons donc dans la campagne du Front de Gauche sur le 18e pour y faire vivre la diversité et une conception offensive du changement de la construction européenne. Ce n'est pas sans obstacles mais la situation de crise appelle si fortement une alternative politique que la mise en retrait me semblerait difficilement tenable.

J'ajoute que je continue à ne pas comprendre la posture que tu défends sur deux points : quand nous avons divergé en 2007 à Montreuil et ensuite sur l'engagement en faveur de la campagne Bové, toi et d'autres vous m'avez expliqué que mon refus

RAPPEL DE LA POSITION DE LA FÉDÉRATION

Nous ne prenons pas notre parti de la division qui s'installe dans la gauche de gauche pour une autre Europe, sociale, écologique, pour l'égalité des droits, antiraciste, et féministe.

Il est indispensable de continuer le combat pour une liste unitaire jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à la clôture du dépôt officiel des listes. Une fusion des listes actuellement concurrentes reste toujours possible. [...] La division va renforcer la droite et le social-libéralisme. [...] L'unité, comment ? [...] Si, à la date limite du dépôt des listes, la division l'emporte, nous appellerons à voter pour battre la droite et toutes les listes qui approuvent le Traité de Lisbonne.

de choisir entre les 3B était la pire des solutions car c'était le choix de la paralysie. Tu m'as alors dit que l'on pesait sur les situations en suscitant des dynamiques, certes imparfaites, mais pas en se plaçant en surplomb. Mon refus de la division l'a emporté à l'époque mais nous sommes aujourd'hui à front renversé. Je sais pourquoi j'ai changé d'avis – à force de passer chaque tour, c'est la mort politique – mais je ne sais pas pourquoi tu as changé d'avis. Les confusions de la gestation de la candidature Bové n'étaient pas pires que celles du Front de Gauche et le refus de la direction du PC de recevoir la fédération en tant que telle me heurte mais ne me suffit pas pour comprendre. C'est inaudible en dehors de quelques milliers d'initiés.

Le second point qui m'échappe remonte à mon implication dans l'appel à « maintenant à gauche ». A l'époque, tu m'as indiqué que ma référence à l'unité était très incantatoire et qu'il ne suffisait plus de psalmodier « unité » au moment où il fallait bouger, créer une force certes partielle, mais bouger. Je n'ai pas changé d'avis sur le rôle fondamental de l'unité et ce jusqu'au bout de ce qui reste possible mais j'admets désormais que le refus que l'on m'oppose de l'unité ne peut pas suffire à me neutraliser dans un moment fort du débat politique et de l'affrontement électoral. Je joue donc la carte de l'unité partielle, sans renoncer à l'élargir.

Voilà, je ne comprends donc pas bien cette conversion en faveur d'une posture si passive. Je dis cela en toute sincérité et sans avoir de certitudes. Je me contente d'expérimenter une campagne certes pleine d'embûches mais que je préfère ne pas laisser passer.

Amicalement.

François Labroille encore et toujours « Alternative Citoyenne »

Réaction d'Isabelle Métral

Je comprends d'autant mieux l'argumentation de ce camarade qu'à Grenoble l'association *Politis* a fait le choix de s'engager dans le Front de Gauche, avec des raisons similaires (incidemment, moi non plus je ne me suis pas du tout engagée ●●●

●●● dans la campagne présidentielle). A Grenoble nous avons (entre autres exigences) obtenu que la FASE soit partie prenante du pacte isérois, que l'appel pour l'Europe de *Politis* serve de contrat commun, etc.

Je ne veux pas m'étendre, ayant déjà informé ici de cette situation locale.

Cette configuration se retrouve sans doute en d'autres lieux, même s'ils ne sont pas très nombreux.

Ce qui m'étonne, c'est que la réflexion de l'ACU n'en fasse aucun cas dans sa réflexion. Aucune prise en compte de la diversité des situations locales.

L'ACU est pourtant consciente que la fédération reste à construire, qu'elle n'est pas encore constituée (voir ODJ des assises à l'automne).

Le PCF a grand tort de ne pas vouloir la reconnaître au plan national, son refus est symbolique : d'accord là-dessus ; mais il y a beaucoup de contradictions en son sein qui peuvent l'amener à le faire. Et on peut penser aussi, sans méchanceté, que l'état encore embryonnaire et brouillon de la fédération (comme vous le reconnaissez vous-mêmes) peut lui servir d'excuse... Si le NPA acceptait l'offre du Front de Gauche, pensez-vous que le refus du PCF de reconnaître la FASE pourrait encore peser lourd ?

Je ne comprends pas qu'on renvoie dos à dos le PCF et le NPA. Le NPA ne veut pas de l'union, il veut s'imposer comme étant le plus fort sur la scène, il veut compter ses voix. C'est une politique éminemment partidulaire et irresponsable vu les effets mortifères du choix de la CONCURRENCE. Les péchés du PCF n'ont rien à voir avec cela. Son comportement partidulaire ne l'empêche pas de proposer un front avec les Alternatifs et le NPA.

Conforter implicitement le NPA comme vous le faites par cette position « abstraite » va donc à l'encontre du but que nous poursuivons.

Ce positionnement sert peut-être à rassembler les composantes de la Fédération sur un texte commun ? Alors c'est un positionnement partidulaire.

Pour moi, c'est au mieux de la langue de bois.

Excusez la franchise, excusez-le « vous ». Je ne m'y retrouve pas du tout dans ces analyses-là.

Par ailleurs, plusieurs membres de la Fédération étaient présents samedi au bureau national de l'appel de *Politis*. Ils se sont engagés pour des assises nationales à l'automne. Je n'en trouve aucune trace dans ces échanges, ni dans la déclaration de la Fédération en date du 29 mars.

N'y a-t-il plus que la construction de la Fédération qui compte ? J'ai eu l'impression, au fil de discussions avec des copains et des copines unitaires – pardonnez la familiarité du mot – que mes doutes sont partagés par d'autres. Il est vrai qu'ils n'interviennent que très peu sur la liste, et qu'ils n'étaient pas à Saint-Denis. J'en reviens donc à la question posée le 28 à Saint-Denis : qu'est-ce que l'ACU aujourd'hui ?

Le compte rendu de l'après midi du samedi 28 (auquel j'ai été empêchée d'assister) va-t-il m'apporter une réponse sur ce point ?

Bien amicalement néanmoins

Isabelle Métral

DÉLICIEUX



Tazmamart- Tazmamort

A Tazmamart-Tazmamort, bague sépulcre d'un roi cruel, des centaines d'hommes n'ont pas survécu à l'implacable vengeance d'Hassan II. Aziz BineBine rappelle dans un récit limpide ce que fut le quotidien

des emmurés vivants de Tazmamart.

Alors que le vocabulaire des droits de l'Homme s'enrichit d'un nouveau mot au cours des années soixante, qui évoque le plus souvent aujourd'hui la nuit des dictatures d'Amérique centrale et latine, dans le Maroc du roi Hassan II, les disparitions forcées deviennent également une arme destinée à terroriser la société. Les disparus meurent sous la torture, sont exécutés sommairement ou envoyés pour certains d'entre eux, à Tazmamart.

Les détenus de Tazmamart vivent dans l'obscurité dans une cellule de deux mètres sur trois. Les corps, à peine recouverts de haillons, deviennent débiles, rongés par la vermine, empoisonnés par les blattes et les scorpions, vidés par la faim, le froid, le manque de nourriture. Les chairs pourrissantes ou nécrosées font souffrir mille morts. La survie du corps exige d'économiser tout ce qu'il peut receler de substances. « *Pour économiser chaque goutte de salive je ne crachais jamais, j'évitais au maximum de boire l'eau polluée qui nous était servie et je ne lâchais jamais un pet ailleurs qu'à l'intérieur de mes couvertures pour ne pas perdre la moindre calorie. Maintenant, j'utilisais mon urine pour me désinfecter. Je vivais en complète autarcie.* »

Survivre nécessite de ne penser qu'à l'instant présent : faire abstraction de l'espoir, ne plus avoir de souvenirs, ne pas imaginer le futur, s'intéresser aux autres plus qu'à soi. Aziz BineBine est de cette trempe. Chaque jour, telle Shéhérazade, il raconte une histoire qui, pour quelques minutes, apaise la douleur des morts vivants. Exercice de mémoire et d'invention qui l'oblige à faire travailler son esprit, il maintient en vie ses compagnons aussi longtemps que possible. C'est par l'oreille qu'ils se raccrochent à la vie.

● Marie Agnès Combesque

Aziz BineBine, *Tazmamort. Dix-huit ans dans le bagne de Hassan II*, Denoël, 2009, 215 p., 17 euros.

Voir une version plus complète de l'article sur le tout nouveau blog de Marie Agnès Combesque

www.marieagnes-combesque.org

Un film fait polémique: « La journée de la jupe » de Jean-Paul Lilienfeld avec Isabelle Adjani dans le rôle d'une prof qui pète un câble et prend ses élèves en otage pour à la force du pistolet, leur transmettre son savoir. Ecole, banlieue jeunesse sont portés à l'écran. La discussion à ces sujets est essentielle. Cerises publie un échange de mail entre Nicolas Ksiss et Rémi Douat.

Mail de Rémi à Nicolas

Cher Nicolas, je n'aime pas ce film.

Le contexte, d'abord. Jean-Paul Lilienfeld, le réalisateur, aurait eu beaucoup de mal à imposer son film. A l'arrivée, la meilleure audience jamais enregistrée sur Arte (plus de 2 millions de téléspectateurs). Au-delà de l'effet Adjani, rare donc précieuse, le succès de ce film et le buzz qu'il provoque semble tenir aux sujets qu'il soulève (laïcité, voile, machisme, jeunes des quartiers populaires, école à la « dérive »...). La plupart de ces sujets ont consciencieusement déchiré la gauche.

Au-delà des thèmes, il y a la posture du réalisateur, le propos dominant qui circule chez les défenseurs de la Journée de la jupe: ce film a du succès parce qu'il est courageux, qu'il bat en brèche « le politiquement correct ». On le comprend très vite: dans le viseur de ce film, la « gauche compassionnelle ». Celle qui se serait perdue à « excuser » et à « comprendre », celle qui se fait taper sur les doigts par tonton Chevènement lorsqu'en 1997 il fait opérer à la gauche un virage idéologique, l'époque des « sauvages ». Dans la journée de la jupe, les jeunes sont des « barbares ». Un « barbare », comme un « sauvage », désigne un individu hors de la civilisation. Ainsi donc ces jeunes auraient poussé hors-sol, leur comportement « archaïque » n'a rien à voir avec la violence sociale, le sentiment d'exclusion, le chômage, le délit de sale gueule, la gestion douloureuse d'une double culture... Bref, nous sommes sommés d'arrêter d'essayer de comprendre contextes et mécanismes sociaux. Sommés même par la gauche, certainement parce que n'ayant pas suffisamment renouvelé son corpus idéologique, elle cavale après la droite.

Les personnages sont stéréotypés, caricaturaux jusqu'à l'outrance. Ainsi une prof qui se fait bastonner refuse de porter plainte. C'est bien sûr que les profs sont lâches et démagos. Un autre est un syndicaliste excité (pléonasme?), quant à la ministre, elle est évidemment incompétente. Tous pourris!

Quant aux jeunes, au centre du film, ce sont des noirs et des Arabes, tout à fait essentialisés. Le machisme, la violence, c'est eux et encore une fois, c'est toute la société qui peut faire l'économie de repenser les rapports de genre: on a isolé l'ennemi, le garçon arabe. On repense à Ni putes si soumise pendant le film. La fin ne décevra pas, le salut viendra évidemment d'une fille, Nawel.

On sort de la salle et le film, malheureusement, ne s'arrête pas. Les « barbares » sont persona non grata dans les salles. Les trois grands distributeurs de cinéma ont décidé que le film ne franchirait pas le périph. Il y a peu, une même censure avait existé pour Banlieue 13, de Besson. Besson a déclaré qu'UGC avait justifié sa décision en disant que « ces jeunes-là n'étaient pas souhaités dans les salles UGC ».

RÉMI

La réponse de Nicolas à Rémi

Tout d'abord ce film n'est pas un chef-d'œuvre, même si cela fait plaisir de revoir Isabelle Adjani aussi bonne actrice. Ensuite il s'agit d'une fiction. Je veux dire que bien que se penchant sur des problèmes de sociétés, il s'agit de créer des personnages et d'inventer une histoire. Dans tous les débats autour de ce film, plus personne justement n'en parle comme d'un film. Preuve du malaise. Signe aussi que la banlieue n'est pas un espace « filmable » comme un autre. Les personnages ne sont pas tous réussis, comme souvent dans les films de Ken Loach d'ailleurs. Le cas d'une prise d'otage aussi violente par un prof non plus. Pour l'instant.

Je comprends et j'entends les arguments contre: caricature, démagogie, simplification... Et bien sûr ne pas montrer les causes sociales et politiques de cette situation (sexisme, violence, etc.).

Avec une certaine ironie, j'aurais presque envie de dire, « si la vision des jeunes proposés vous choque, surtout n'écoutez jamais de rap français » (que ces mêmes jeunes produisent et écoutent). Tout ce que « La journée de la jupe » met en image y est dit, répété, encensé, justifié parfois, rarement critiqué.

L'impact de ce film, qui touche y compris au cœur des milieux populaires (qui ne se résume pas aux jeunes à casquettes), prouve surtout le manque de mots, d'images et d'écoute sur certains problèmes légitimes.

La gauche de la gauche ou l'extrême gauche ne peut répéter que tout s'empire dans ces banlieues abandonnées par les pouvoirs publics, victime de toutes les formes de ségrégations (sociales, racisme, etc.), sans admettre que l'on puisse consacrer un film d'une heure et demie sur une des conséquences dramatique de cet état de fait: la détérioration des rapports hommes/femmes. On ne peut dénoncer la création de ghettos et interdire à un réalisateur de montrer une classe majoritairement composée de Blacks et de Rebeus.

Autre aspect amusant, personne n'est choqué par la vision des parents qui est proposée, comme s'ils étaient déjà passés en perte et fracas de notre approche de la banlieue.

Quelque part, nous sommes tous d'accord pour affirmer qu'une politique de gauche dans les quartiers ne peut se satisfaire d'une vision sécuritaire de la vie en société. Mais je trouve que « La journée de la jupe » oblige aussi nos chers militants de la transformation sociale à regarder en face à qui ils (les femmes, les profs en difficultés, les parents, etc.) demandent de payer les dégâts en attendant la prochaine candidature unitaire. Je préfère prendre ce film comme un appel pressant à cesser de faire les cons. Se boucher les yeux et les oreilles en criant au loup réac ne changera pas la donne, juste l'ampleur du drame.

NICOLAS



Le 17 avril le philosophe Alain Badiou publie *L'hypothèse Communiste*, aux Ed. Lignes. Il accordait le 9 avril une interview à Frédéric Taddeï pour l'émission « Ce soir ou jamais » sur France3. Nous avons décrypté l'entretien.

Est-ce que vous soutenez les actes de séquestration ?

Tout dépend des circonstances... Nous ne sommes pas dans une morale éternelle...

La morale est changeante. Est-on en train de changer de morale avec cette crise économique ?

Je ne sais pas. Ce que je constate, c'est que des formes d'interventions, d'actions, de mobilisations qui avaient disparu pendant une longue période réapparaissent : la séquestration des patrons, les manifestations quand même très nombreuses, répétées, insistantes. Le mouvement des étudiants et des professeurs, quel que soit son contenu, dure maintenant depuis des semaines et des semaines. Il ne faiblit pas et on voit des corps de métiers d'ordinaire pacifiques manifester une virulence certaine. Ça a été le cas de la magistrature à un moment, ça a été le cas et ça sera le cas je le pense de la médecine hospitalière, etc. Tout cela dessine un paysage tourmenté et dans ce paysage naturellement les forces d'actions elles-mêmes changent.

Vous voyagez à travers le monde pour des séminaires. Les mêmes causes produisent-elles les mêmes effets partout ?

Il y a des caractéristiques nationales de la politique. Ceci dit je crois que partout une nouvelle vision est en train de se chercher, de se dessiner, de façon encore un peu obscure, un peu diversifiée. Au-delà, je pense que le grand cycle réactionnaire

qui a commencé au début des années quatre-vingt est en train de s'achever.

Le grand cycle réactionnaire, c'est pour vous le triomphe du capitalisme ?

C'est le moment du triomphe du capitalisme mais c'est surtout le moment où la vision que les gens peuvent avoir de l'avenir est entièrement prisonnière de cette unicité. Il n'y a pas d'avenir représentable autre que celui d'être dans ce système. On est convoqué en tant que sujet à être, d'un côté une pièce travailleuse de ce système, de l'autre un consommateur. Et un consommateur c'est très important, parce que c'est ça qui fait tourner la machine. Donc l'avenir c'est salariat plus consommation... pour la partie du monde qui peut naturellement se le payer. Parce que pour le reste du monde c'est plutôt misère, guerre civile et expatriation forcée. A partir des années quatre-vingt on nous enseigne et répète que c'est le seul monde possible.

C'est le seul système qui a permis l'enrichissement des populations, des pays pauvres qui accédaient à un confort. Vous n'êtes pas d'accord avec cette vision ?

Bien sûr, on peut dire qu'il s'agit d'une vue purement objective. Mais il est absolument certain que, si à un moment donné le capitalisme s'est trouvé le seul en piste, parce que l'autre hypothèse s'était effondrée.

L'hypothèse communiste. On va y revenir car c'est le thème de votre

livre... mais pour vous c'est quoi le capitalisme ?

Le capitalisme est un système complexe d'organisation de la production qui, en dernier ressort, considère que le moteur le plus efficace de l'organisation de la production, est l'intérêt privé.

L'intérêt de chacun ?

Non pas du tout, l'intérêt d'une petite oligarchie. Après quoi on nous affirme que l'intérêt de cette petite oligarchie veut faire le bonheur général. Mais ce n'est pas prouvé. Ce n'est prouvé que sur des séquences extrêmement courtes et dans certains pays. Ce n'est prouvé ni à l'échelle de la planète tout entière, ni à l'échelle du temps tout entier.

Vous ne pouvez pas nier que tout le monde a profité de l'enrichissement, tout le monde a vu son confort augmenté...

Jusqu'au moment où la crise éclate, où la guerre chemine et où les catastrophes se préparent. Le capitalisme a une longue histoire et on peut le juger. On dit toujours que le communisme vient de s'effondrer mais le communisme avait soixante-dix ans d'existence. Le capitalisme existe depuis cinq siècles et on sait de quoi il est capable. Les dévastations qu'il a provoquées sont infiniment plus grandes que celles qui ont été provoquées par le communisme ou le socialisme. Et celles qui sont provoquées en ce moment même sont considérables. Nous vivons dans de petits secteurs protégés et opulents menacés par la crise, mais il

faut voir la situation du monde dans son ensemble.

Vous ne critiquez pas que le capitalisme, vous critiquez aussi la démocratie. Que lui reprochez-vous ? Vous dites qu'elle est au service des banques...

C'est évident. Quand les banques ont commencé à flancher, on a trouvé pour les renflouer, dans les poches de l'Etat, des milliards dont on ne connaissait pas l'existence auparavant. Le grand mot d'ordre face à la crise des Etats, a été « Sauvons les banques ».

Parce que c'était « Sauver le système »...

C'est donc bien la preuve que les gouvernements sont au service de ce système. Et non seulement au service de ce système, mais en état de trouver à ce système des ressources qu'il déclarait absolument inexistantes lorsqu'il s'agissait de venir en aide aux gens ordinaires.

La démocratie c'est aussi le droit de s'exprimer, le droit de vote...

Bien entendu, c'est le droit de s'exprimer, c'est la liberté d'opinion, tout ça nous le savons et nous l'approuvons absolument mais ce qu'on appelle démocratie aujourd'hui c'est un système particulier de construction des gouvernements. Et ces gouvernements construits ainsi, je constate qu'ils n'existent et ne fonctionnent vraiment que dans les pays de capitalisme développé. D'où l'hypothèse que je fais : cette forme de gouvernement est la forme appropriée au développement de ce système. C'est une hypothèse à mon avis scientifiquement démontrable.

Pour vous le capitalisme a échoué. D'autres disent que c'est le communisme qui a échoué. Comment analysez-vous cet échec du communisme ?

Qu'est-ce qu'on a appelé communisme ? Le communisme initialement, je le rappelle, c'était une idée. Le communisme tel que Marx l'a formulé et d'autres avec lui – Fourier et beaucoup d'autres –, était

l'idée qu'une autre organisation de la société était possible que celle dirigée par les intérêts privés. C'est-à-dire une société dans laquelle ce qui est commun – communisme, ça vient de commun – ou collectif pouvait réellement être au poste de commandement, et non pas les appétits et la férocité des intérêts privés. Voilà c'était ça le communisme.

Après, pendant le vingtième siècle, pendant quelques décennies du vingtième siècle, le communisme a signifié autre chose. Il a signifié une technique de pouvoir : un parti unique, une révolution violente et une organisation centralisée de la production. Cette signification du mot communisme a échoué. Le communisme en tant que forme d'Etat, en tant que forme de pou-

« Je ne suis pas en train de dire que le capitalisme doit être abandonné parce qu'il vient d'échouer dans une crise. Je dis que le capitalisme doit être abandonné depuis bien plus longtemps que ça. Les raisons que j'ai d'être contre le capitalisme sont des raisons de principe. Pas des raisons de faits. Le capitalisme est une organisation systématique de l'injustice et des inégalités. »

voir, en tant qu'organisation centralisée et bureaucratisée de l'économie a échoué. Cela ne s'est pas avéré compétitif avec le capitalisme en dernier ressort.

On peut dire que ça prouve bien que le communisme ne vaut rien. Rallions-nous au capitalisme et en avant pour les grandes fortunes et pour l'esclavage au pied des grandes fortunes.

On peut aussi dire, oui, c'est vrai, ça a échoué, eh bien il arrive, y compris dans l'histoire des sciences, que des tentatives premières, de formuler des hypothèses ou de résoudre des problèmes, échouent. Alors est-ce qu'on doit abandonner le problème ? C'est toute la question.

On pourrait vous le retourner. Va-t-on abandonner le capitalisme sous prétexte qu'il a échoué provisoirement, là, pendant cette crise ?

Mais moi je ne suis pas en train de dire que le capitalisme doit être abandonné parce qu'il vient d'échouer dans une crise. Je dis que le capitalisme doit être abandonné depuis bien plus longtemps que ça. Les raisons que j'ai d'être contre le capitalisme sont des raisons de principe. Pas des raisons de faits. Le capitalisme est une organisation systématique de l'injustice et des inégalités et c'est ça qui fait que je sais désormais de façon irréversible qu'il est l'organisateur de l'inégalité, d'une inégalité mondiale qui ne fait que s'accroître. Donc cette organisation de l'inégalité, quelle que soit ses vertus productrices et marchandes, est inacceptable pour le philosophe que je suis. La conception qui est la mienne, celle de l'égalité des hommes,

est première. Par conséquent nous devons absolument maintenir, reconsidérer, reformuler l'idée d'une société qui serait organisée de façon collective ou commune et qui ne serait pas livrée au banditisme des intérêts privés.

Est-ce que vous avez l'impression d'entendre cela aujourd'hui plus que pendant ce que vous appelez la grande période de réaction. Est-ce qu'on entend ici et là qu'il faudrait reconsidérer, réfléchir ensemble à quelque chose de commun ?

Je le crois. A la conférence de Londres, même limitée aux philosophes, ce qui m'a frappé c'est qu'énormément de monde est venu. Il y avait un millier de jeunes gens, absolument passionnés par les discussions [...]

[...] Il faut dire qu'il y avait un sacré parlerre : il y avait Slavoj Zizek, Antonio Negri, vous...

Mais le fait que tous ces gens-là, qui constituent comme vous le dites un « sacré parlerre », se soient mis d'accord sur l'idée qu'aujourd'hui il fallait réinventer, réaffirmer et redonner une valeur positive au mot communisme, c'est quand même un symptôme [...]

[...] Le capitalisme est basé sur une pulsion humaine, sur l'esprit de compétition. Elle est partout dans l'hu-

manité. C'est ce qui lui donnerait son côté naturel. Êtes-vous d'accord ?

Je pense qu'une des grandes forces de l'idée communiste, c'est précisément qu'elle rompt avec l'idée d'un destin naturel de l'espèce humaine. C'est-à-dire qu'elle cesse de dire que l'espèce humaine est une espèce animale comme les autres, qui doit vivre dans la compétition, dans le darwinisme social et dans la lutte de tous contre tous. L'idée communiste c'est le contraire, c'est l'idée que l'homme peut être au-dessus de sa condition ou de sa structure animale. Il n'est pas obligé d'être gouverné par les pulsions. Je dirais même que depuis très longtemps la philosophie affirme que la pensée c'est ce qui se construit toujours au-delà des pulsions. Et pourquoi la politique échapperait-elle à ce destin, pourquoi la politique et elle seule, serait-elle finalement livrée aux pulsions ? Je crois que c'est une aberration et si l'idée communiste qui a maintenant plusieurs siècles, s'est affirmée – parce que l'idée communiste apparaît avec Platon, donc dès les origines de la philosophie – c'est précisément en tant qu'idée qui affirme : il est possible que l'espèce humaine suive un autre destin que les fourmis et les grenouilles.

Le communisme au vingtième siècle, que ce soit chez les maos, chez Castro, en URSS... a apporté l'unité et la discipline. Vous parliez d'unité tout à l'heure, j'imagine que vous pourriez parler de discipline. C'est l'unité et la discipline qui ont permis ces victoires révolutionnaires ? Parce qu'il n'y avait pas d'unité et pas de discipline la Commune de Paris a été une défaite...

Oui, c'est absolument vrai et la question de la discipline est une des questions centrales de la politique de quelque manière qu'on la prenne. Même la politique démocratique a besoin de partis qui, d'une manière ou d'une autre obéissent à une certaine conformité, à une certaine discipline.

Elle est quand même plus légère

cette discipline, reconnaissez-le...

Mais parce que derrière nous avons la grande discipline du capitalisme qui met tout le monde d'accord. A la fin des fins, il faut quand même passer à la caisse.

Si on veut avoir un autre principe que celui animal de la compétition alors il faudra raisonner autrement. Le grand problème du vingtième siècle a été que le modèle de la discipline choisi par les révolutionnaires, a été un modèle militaire. D'ailleurs si on observe les succès de l'insurrection d'Octobre 17 en Russie ou les succès de la guerre chinoise en 49, on voit dans tous les cas que les victoi-

« Si l'idée communiste qui a maintenant plusieurs siècles, s'est affirmée – parce que l'idée communiste apparaît avec Platon, donc dès les origines de la philosophie – c'est précisément en tant qu'idée qui assure : il est possible que l'espèce humaine suive un autre destin que les fourmis et les grenouilles. »

res des communistes, ont été liées à la guerre. En vérité, dans une large mesure, les Etats socialistes, ceux qu'on a appelés les Etats socialistes, ont été des Etats qui ont adopté pour la construction pacifique – ou supposée pacifique – de la société, des méthodes qui avaient fait leur preuve pour l'insurrection, pour la guerre et pour la victoire. C'est ce qui a échoué : la tentative d'appliquer à une société civile et à la production dans la société civile des méthodes de discipline qui étaient des méthodes militaires destinées à l'insurrection victorieuse.

Ça, il faut y renoncer d'après vous...

Je pense que oui. Je pense que c'est le grand problème aujourd'hui. Quel peut être une discipline qui soit véritablement une discipline du temps de paix, qui soit une discipline communiste, reprenons ce mot, c'est-à-dire une discipline de l'organisation de la société à partir de principes communs, mais qui ne soit pas calquée

sur le modèle militaire.

Est-ce que c'est ça l'autre hypothèse communiste, c'est-à-dire débarrassée de ses méthodes militaires ? Est-ce que pour arriver à cette organisation collective, ce bien commun, est-ce qu'il ne faut pas passer par une unité, une discipline de la pensée, y compris en temps de paix...

Mais la discipline de la pensée, il y en a de plusieurs sortes. Où trouve-t-on une discipline de la pensée aussi rigoureuse que chez les mathématiciens par exemple ? Ou chez les physiciens ? Là vous savez qui a tort ou pas, qui se trompe ou ne se trompe pas. Personne ne vient dire que les mathématiques, la biologie sont des goulags totalitaires et pourtant il règne la plus implacable discipline de pensée...

Ils ne nous imposent pas une façon de vivre...

Bien entendu, mais ils nous imposent un certain nombre de conséquences qui sont présentes dans notre vie... La question de la discipline de pensée existe naturellement dès que vous entreprenez une action quelconque. Vous êtes alors obligés de réfléchir collectivement.

Tout le problème est de savoir quelle est la nature de cette discipline. Il y a une discipline extérieure qui est de type militaire c'est-à-dire une discipline passive et puis il y a une discipline intérieure qui est une discipline assumée parce que vous savez que pour atteindre l'objectif il faut procéder ainsi et pas autrement. Exactement comme un mathématicien quand il fait une démonstration il sera d'accord avec son collègue que ceci est une démonstration et que ceci n'en n'est pas. Et ça n'a pas à voir avec la contrainte extérieure comme l'obéissance mécanique de type militaire ; ça a à voir avec une condition intérieure qui est elle-même une discipline.

J'y reviens. Les problèmes de la politique aujourd'hui et de la politique qu'on a appelée révolutionnaire – qu'on peut appeler la politique d'émancipation – est de renouer avec l'idée que d'une discipline intérieure, c'est-à-dire une discipline qui ne soit pas du tout la discipline de l'adjudant-chef ou du petit cadre mais qui soit la discipline

de qui est convaincu que pour parvenir aux objectifs qui sont les siens il faut se mettre d'accord avec les autres sur un certain nombre de règles.

Et vous êtes d'accord pour dire que l'hypothèse communiste a échoué jusqu'à présent? Avec qui pensez-vous qu'il faille faire une politique commune? Aujourd'hui, qui est sensible à cette idée dans les circonstances qui sont les circonstances de la crise économique?

Vous avez rappelé avec insistance les millions de morts qu'a coûté l'expérience communiste. Je voudrais qu'on rappelle au passage – bien que je ne sois pas dans la comptabilité des morts – que sur les siècles d'existence du capitalisme, les dégâts et les morts ont été incomensurables. Véritablement. Il y a eu des génocides entiers. Il y a eu des déportations de millions de gens d'un continent à un autre. C'est ça qui a fait les bases historiques de la puissance financière et économique du capitalisme. Alors ne nous engageons pas trop dans cette comptabilité des morts parce qu'elle pourrait être douteuse. Je reviens à votre question. Avec qui faut-il le faire?

Quelles sont les classes aujourd'hui? Parce qu'il y a la lutte des classes toujours dans votre idée...

Je ne sais pas s'il faut partir de la question des classes. La question des classes est une question qui tentait au fond de dire qu'on peut partir de l'analyse objective et scientifique de la société et en déduire une politique. Ce n'est pas sûr que cela ne fasse pas partie de ce qui a échoué. Parce que l'identification scientifique des classes c'est une chose extrêmement difficile. Je pense plutôt qu'il faut partir d'un certain nombre de principes. C'était aussi une idée de Marx. Marx était d'un côté un analyste très rigoureux du capitalisme mais d'un autre c'était quelqu'un – on le voit bien dans le manifeste de 1848 – qui mettait en avant des principes fondamentaux. Aujourd'hui nous sommes plutôt au niveau de la formulation de ce que j'appelle l'idée du communisme, c'est-à-dire un certain nombre de principes qui réorienteraient la politique autrement. Quant à la question de l'ana-

lyse de classe, ce qu'on voit évidemment c'est que la seule force sur laquelle on puisse compter pour agir est d'abord la force de ceux qui sont démunis.

Ils sont de plus en plus nombreux nous dit-on aujourd'hui...

Ils sont de plus en plus nombreux du fait de la crise, du partage du monde, du fait de zones de la planète qui ne parviennent pas à s'extraire des misères fondamentales. Oui, les démunis sont les vrais supports d'une telle politique. Ils sont les représentants génériques de l'Humanité, de l'Humanité nue. C'est avec eux prioritairement que les révolutionnaires ont toujours pensé. Et cela reste vrai aujourd'hui. On peut dire que ces politiques se réalisent toujours avec l'alliance des intellectuels – parce qu'est aussi une question de pensée et d'idées – et la masse des démunis. Tout le problème est de savoir comment arriver à mettre ensemble ces deux composantes...

Vous avez identifié ces composantes. Vous parlez des étudiants, des intellectuels, des salariés, des populations qui vivent dans les cités, des sans papiers...

Si un jour les jeunes des cités, les intellectuels de l'émancipation et de la révolution, la masse des salariés ordinaires, les lycéens et les étudiants étaient réellement ensemble, réunis sous des mots d'ordre qu'ils reconnaîtraient, s'ils étaient capables de ce minimum d'unité et de discipline dont nous parlions, il y aurait bien des chances que l'hypothèse communiste soit autre chose qu'une hypothèse.

Vous avez l'air de ne pas y croire...

Non, je pense que ce sera un long chemin. Pour l'instant les facteurs de désorganisation, de manque d'unité, d'égoïsme collectif se maintiennent: on est ensemble pour un certain nombre de revendications propres au groupe plutôt que pour des revendications universelles. Ceci dessine un avenir incertain et obscur...

Dans votre livre, vous parlez de pratiques invisibles nourrirait cette unité que vous appelez de vos vœux.

Quelles sont-elles?

Les pratiques peu médiatisées, ces petites diagonales qui traversent l'univers social comme ces intellectuels qui s'intéressent aux sans-papiers... Là on voit se dessiner petit à petit des connexions inexistantes autrefois... C'est un bon côté de la crise: on parle moins du spectacle de la société et davantage de ses entrailles.

● **RETRANSCRIT PAR P.J. ET C.T.**

http://ce-soir-ou-jamais.france3.fr/index-fr.php?page=émission&id_rubrique=641

DÉCOUVREZ LE MENSUEL DE LA GAUCHE CRITIQUE !

En kiosque le 4 avril

Ce mois-ci dans « Regards » :
L'arnaque du capitalisme vert
 Evaluation : tous notés !
DOM, derniers confettis d'empire
 Documentaire : l'évasion de Vaujour

Abonnez-vous !
www.regards.fr

5 villa des Pyrénées, 75020 Paris 01 47 70 01 90 – abonnement@regards.fr